



# **PRÉFET DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

Unité bi-départementale Calvados – Manche  
N/Réf : 2023.272

## **ARRETÉ PRÉFECTORAL PORTANT INSTITUTION DE SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE SUR LES COMMUNES DE BRETTEVILLE-LE-RABET, CAUVICOURT, GOUVIX ET URVILLE AUTOUR DE LA ZONE D'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV NORMANDIE**

**LE PRÉFET DU CALVADOS,  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, et en particulier les articles L.515-9 ;

**VU** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de M. Thierry MOSIMANN en qualité de préfet du Calvados ;

**VU** le décret du Président de la République du 22 juillet 2022 portant nomination de Mme Florence BESSY en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Calvados ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, et notamment son article, et notamment son article 9 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, et notamment son article 7 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 août 2012 autorisant la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux par la société SITA FD sur les parcelles n° 142, 143, 144 et 282 de la commune de Cauvicourt ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 30 mars 2005 autorisant la poursuite de l'exploitation sur la zone « Aucrais II » par la société SITA FD, et les arrêtés complémentaires du 22 octobre 2009, 6 décembre 2010, 19 février 2013, 4 septembre 2014, 3 juillet 2015 et 4 décembre 2019 ;

**VU** le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la société SUEZ RV NORMANDIE le 20 avril 2021 ;

**VU** le dossier de demande de servitudes d'utilité publique déposé par la société SUEZ RV NORMANDIE le 20 avril 2021 ;

**VU** les éléments complémentaires transmis par la société SUEZ RV NORMANDIE les 17 mars 2022 ;

**VU** le rapport de fin de phase d'examen de l'inspection des installations classées, daté du 19 septembre 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2022 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 3 janvier 2023 au 1er février 2023 ;

**VU** les observations présentées lors de l'enquête publique et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 1er mars 2023 ;

**VU** les avis émis par les conseils municipaux de Cauvicourt, Gouvix, Grainville-Longannerie, Saint-Germain-le-Vasson et Saint-Sylvain ;

**VU** l'avis émis par la communauté de communes Cingal – Suisse Normande ;

**VU** les observations transmises les 13 et 16 mars et 5 et 11 avril 2023 par le porteur de projet sur les conclusions de l'enquête publique ;

**VU** le rapport de fin d'instruction de l'inspection des installations classées du 19 avril 2023 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du 4 mai 2023, au cours duquel le pétitionnaire a été entendu ;

**VU** les observations formulées par la société Suez RV Normandie le 9 mai 2023 ;

### **CONSIDÉRANT**

- que, pour la zone « Aucrais I », la zone de stockage de déchets dite « Dôme 1 » n'est pas concernée par l'obligation de distance minimale d'éloignement des limites de propriété, en application de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 susmentionné ;
- que, pour cette même zone « Aucrais I », la zone des casiers de stockage dite « Dôme 2 » ayant reçu des déchets sous couvert de l'arrêté préfectoral du 13 août 2002 doit être située en application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 susmentionné, à une distance minimale de 200 mètres de la limite de propriété du site, sauf si l'exploitant apporte des garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport aux tiers sous forme de contrats, de conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site ;
- que, pour la zone « Aucrais II », en application de l'article 7 de l'arrêté du 15 février 2016 susmentionné, les casiers de stockage de déchets doivent être situés à une distance minimale de 200 mètres de la limite de propriété du site ;
- que l'article 7 de l'arrêté du 15 février 2016 indique que cette distance peut être réduite si les terrains situés entre les limites de propriété et la dite distance de 200 mètres sont rendus inconstructibles par une servitude prise en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement pendant la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site, ou si l'exploitant a obtenu des garanties équivalentes en termes d'isolement sous forme de contrats ou de conventions pour la même durée ;
- que ce même article 7 de l'arrêté du 15 février 2016 prévoit également une bande d'isolement de 50 mètres autour des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats ;
- que dans le cas présent, cette bande de 50 mètres est intégralement incluse dans la bande de 200 mètres autour des casiers et ne fait donc pas l'objet de dispositions spécifiques ;
- que la société SUEZ RV NORMANDIE ne possède pas la maîtrise foncière de la totalité des terrains inclus dans la bande de 200 mètres autour des casiers de stockage de déchets, tant pour la partie concernée de l'ancienne zone d'exploitation « Aucrais I » que pour la zone d'exploitation actuelle « Aucrais II » ;
- qu'en conséquence, la société SUEZ RV NORMANDIE a sollicité, par une demande déposée le 20 avril 2021, l'établissement de servitudes d'utilité publique visant à éviter tout usage des terrains périphériques incompatible avec son installation ;
- que la zone « Aucrais I » est en post-exploitation depuis le 30 septembre 2007 et qu'en conséquence, la période de suivi trentennale de cette zone s'achèvera au plus tôt le 30 septembre 2037 ;
- que l'exploitation de la zone « Aucrais II » doit se prolonger jusqu'en 2037, et qu'en conséquence, la période de suivi de cette zone, d'une durée minimale de 25 ans, s'achèvera au plus tôt en 2062 ;
- que l'institution de servitudes ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires dans les conditions prévues à l'article L. 515-11 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture du Calvados,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les terrains situés dans une bande de 200 mètres autour des casiers de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SUEZ RV NORMANDIE sur les communes de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville, pour lesquels l'exploitant ne dispose pas de la maîtrise foncière par titre de propriété ou par convention signée avec les propriétaires.

Les parcelles cadastrales concernées par l'institution de servitudes sont répertoriées dans les deux tableaux suivants ; les terrains concernés sont repris sur les plans annexés au présent arrêté. Les plans en annexes du présent arrêté figurent les bandes d'isolement de 200 mètres autour des 2 zones.

**Tableau 1 : Bande d'isolement de 200 mètres autour de la zone « Aucrais I » :**

Référence cadastrale			Parcelle intégralement concernée par la servitude	Parcelle partiellement concernée par la servitude
Commune	Section	Parcelle		
Cauvicourt	OD	251		5242 m <sup>2</sup>
		257		78 431 m <sup>2</sup>
		280		10 591 m <sup>2</sup>
		287		43 904 m <sup>2</sup>
	ZI	33	1006 m <sup>2</sup>	
		82	2998 m <sup>2</sup>	
		83	14224 m <sup>2</sup>	
		86	680 m <sup>2</sup>	
		153		25 327 m <sup>2</sup>
		157		27 553 m <sup>2</sup>
Gouvix	OB	198	1656 m <sup>2</sup>	
		204	6725 m <sup>2</sup>	
		211	1969 m <sup>2</sup>	
		212	6006 m <sup>2</sup>	
Urville	OC	128		8912 m <sup>2</sup>
		130		16 370 m <sup>2</sup>
		135		4322 m <sup>2</sup>
TOTAL SUP "AUCRAIS I"			17 parcelles sur 3 communes	255 916 m <sup>2</sup>

**Tableau 2 : bande d'isolement de 200 mètres autour de la zone « Aucrais II » :**

Référence cadastrale			Superficie totale	Superficie concernée par la servitude
Commune	Section	Parcelle		
Bretteville-le-Rabet	OA	22		92 m <sup>2</sup>
		49	1260 m <sup>2</sup>	

		51	610 m <sup>2</sup>	
		69	2358 m <sup>2</sup>	
		73		675 m <sup>2</sup>
		75		59 711 m <sup>2</sup>
		78	5793 m <sup>2</sup>	
		71		13 339 m <sup>2</sup>
	ZA	2		183 m <sup>2</sup>
		8		1367 m <sup>2</sup>
		9		259 m <sup>2</sup>
	ZE	2		35 617 m <sup>2</sup>
		3		18 924 m <sup>2</sup>
		4		20 959 m <sup>2</sup>
		15		55 502 m <sup>2</sup>
		16		51 218 m <sup>2</sup>
		24		1106 m <sup>2</sup>
		26		1051 m <sup>2</sup>
Cauvicourt	OD	88		54 304 m <sup>2</sup>
		96		792 m <sup>2</sup>
		251		1038 m <sup>2</sup>
		255	7432 m <sup>2</sup>	
		257		14 365 m <sup>2</sup>
		272	52 m <sup>2</sup>	
		277	30 m <sup>2</sup>	
		287		2632 m <sup>2</sup>
	ZI	58		11 388 m <sup>2</sup>
		59		5887 m <sup>2</sup>
77			2237 m <sup>2</sup>	
Urville	ZD	19		408 m <sup>2</sup>
		21	6948 m <sup>2</sup>	
		38		105 m <sup>2</sup>
		41		11 161 m <sup>2</sup>
TOTAL SUP "AUCRAIS II"		33 parcelles sur 3 communes	388 803 m <sup>2</sup>	

## **ARTICLE 2 : Nature des servitudes**

Sur les terrains frappés par les servitudes d'utilité publique de bande de 200 mètres définis au 1er article du présent arrêté, sont interdits :

- la construction ou l'aménagement de nouveaux ouvrages et immeubles à usage d'habitation et tout nouvel établissement recevant du public ;
- l'aménagement et l'exploitation de nouveaux terrains de camping, de caravanning ou de stationnement de mobil-home, d'aires pour les gens du voyage, de parcs de loisirs ou assimilés ;

- toute opération susceptible de porter atteinte à l'intégrité des digues périphériques des différents casiers de l'installation de stockage de déchets (pour les zones « Aucrais I » et « Aucrais 2 ») ou à l'intégrité des équipements et dispositifs liés à la gestion et au contrôle des lixiviats, du biogaz, et des eaux superficielles et souterraines de l'installation de stockage de déchets ;
- plus généralement, toute activité qui pourrait, notamment en raison des émissions qu'elle génère, créer une réaction chimique, de type inflammation ou explosion, avec le biogaz ou les lixiviats produits par l'installation de stockage de déchets.

Pour les parcelles cadastrales qui ne sont pas intégralement incluses dans la bande de 200 mètres de servitudes, les interdictions mentionnées au précédent alinéa ne s'appliquent qu'aux parties comprises dans ladite bande.

### **ARTICLE 3 : Durée des servitudes**

Les servitudes d'utilité publique définies ci-avant sont instituées pour les durées définies dans le tableau suivant :

Zone d'exploitation	Durée des servitudes d'utilité publique
"Aucrais I"	Période trentennale de suivi de site en post-exploitation * : 2023 - 30/09/2037 * L'exploitation de cette zone de l'ISDND a cessé le 30/09/2007
"Aucrais II"	Période d'exploitation : 2023-2037 Période de suivi de site de 25 ans minimum en post-exploitation : 2037-2062

À l'issue de ces périodes, les servitudes sont levées par arrêté préfectoral.

### **ARTICLE 4 : Annexion au plan local d'urbanisme**

Les présentes servitudes sont annexées au plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes Cingal – Suisse Normande, applicable sur les communes de Bretteville Le Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville, dans les conditions prévues à l'article L. 153-60 du code de l'urbanisme.

Les présentes servitudes ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaire leur instauration et après avis des Services de l'État.

### **ARTICLE 5 : Obligation d'information aux propriétaires successifs et aux occupants**

Si les parcelles mentionnées à l'article 1 du présent arrêté font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, ou font l'objet d'une cession à un tiers, le propriétaire est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire, par écrit, des dites servitudes.

### **ARTICLE 6 : Indemnisation**

L'institution des présentes servitudes ouvre droit, dans les conditions prévues à l'article L. 515-11 du code de l'environnement, à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou leurs ayants droit, lorsqu'elle entraîne un préjudice direct, matériel et certain.

### **Article 5 : Voies et délais de recours**

Un recours contentieux contre cette décision peut être introduit auprès du tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux et/ou hiérarchique qui interrompt le recours contentieux pourra être exercé.

Le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et/ou l'autre rejetés. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télécours citoyen » accessible par le site internet [www.telecours.fr](http://www.telecours.fr)

#### **Article 6 : Publicité**

Le présent arrêté est notifié au président de la communauté de communes Cingal – Suisse Normande, aux maires de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville, à chacun des propriétaires, des titulaires de droits réels ou à leurs ayants droits des parcelles concernées.

En vue de l'information des tiers, l'arrêté est déposé à la communauté de communes Cingal – Suisse Normande et dans les mairies de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville, et peut y être consulté.

Ce présent arrêté est affiché à la communauté de communes Cingal – Suisse Normande et dans les mairies de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

Les servitudes font l'objet d'un enregistrement auprès du service de publicité foncière. Les frais afférents à cette formalité sont à la charge de l'ancien exploitant.

#### **Article 7 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture du Calvados, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires et de la mer, le président de la communauté de communes Cingal – Suisse Normande, les maires de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Caen, le 15 MAI 2023

Pour le préfet, et par délégation  
La secrétaire générale

Une copie de cet arrêté est adressée à :

- Monsieur le directeur de la société SUEZ RV NORMANDIE
- Madame et messieurs les maires de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville
- Monsieur le président de la communauté de communes Cingal – Suisse Normande
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, unité bi-départementale Calvados – Manche
- Madame la déléguée territoriale de l'agence régionale de santé

Florence BESSY

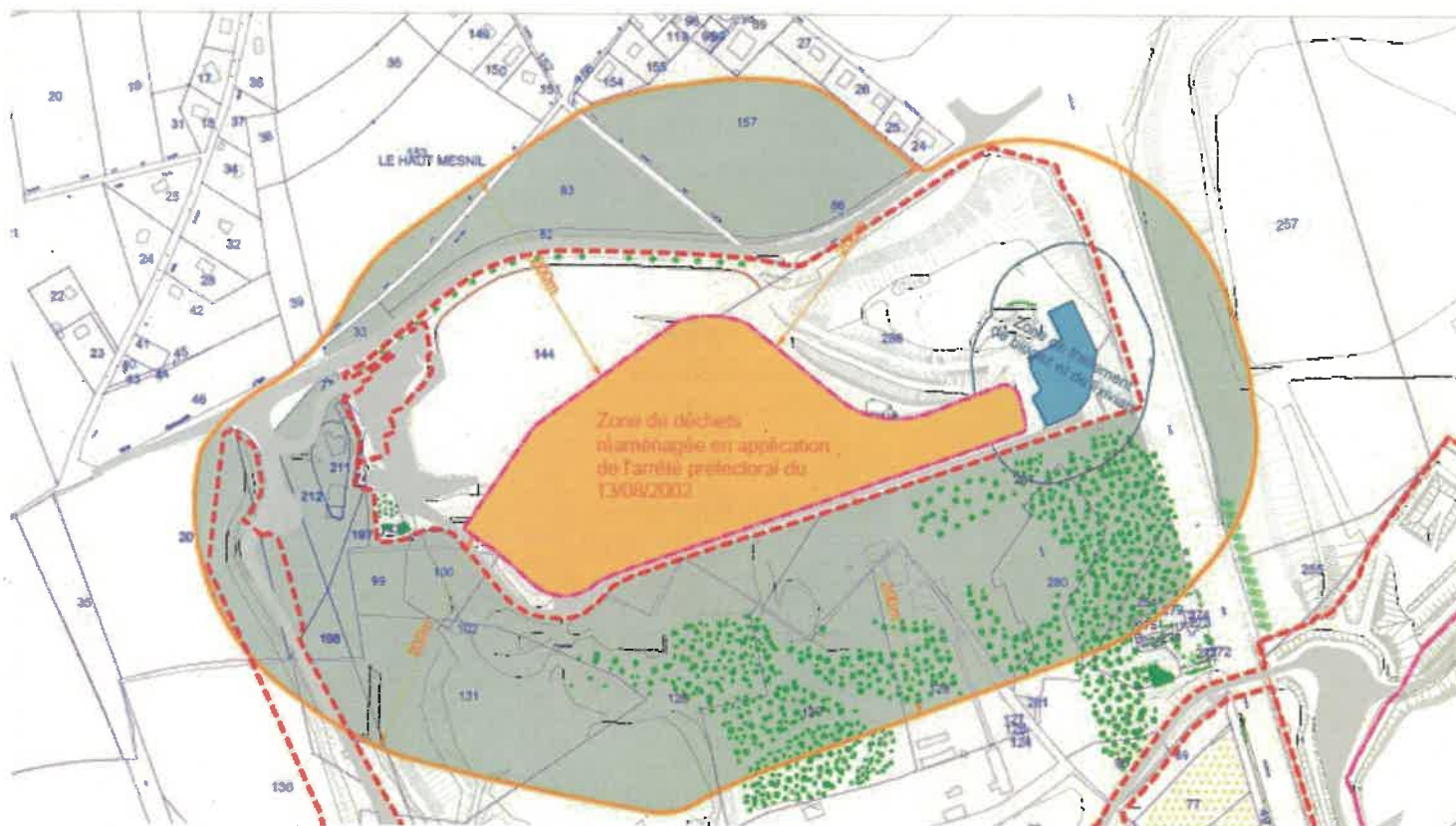
## ANNEXE

1) Terrains frappés par les servitudes d'utilité publique du présent arrêté, correspondant à la bande de 200 mètres autour de la zone en cours d'exploitation « Aucrais II »



La zone en exploitation est celle figurant en orange, marquée « zone de déchets ».

2) Terrains frappés par les servitudes d'utilité publique du présent arrêté, correspondant à la bande de 200 mètres autour de la zone en suivi post-exploitation « Aucrais I » (uniquement les parties dont l'exploitation a été réalisée sous couvert de l'arrêté préfectoral du 13/08/2012)



L'ancienne zone en exploitation concernée est celle figurant en orange, marquée « zone de déchets réaménagée ».